



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique du logement

Question écrite n° 74079

Texte de la question

M. Claude Goasguen attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme sur la politique du logement social à Paris. La ville de Paris mène une politique du logement social sans concertation aucune avec les mairies d'arrondissement, et en particulier dans le 16^e arrondissement. Les décisions prises sont constatées par la population car leur bien-fondé, tant sur le financement que sur la nature des projets même, ne va pas dans le sens de l'intérêt général. La ville de Paris opère très souvent par préemption et dépense des sommes astronomiques pour des immeubles occupés. Tous les projets de construction dans le 16^e arrondissement sont attaqués en justice par des associations de riverains qui refusent le mépris de la ville de Paris qui veut leur imposer des bâtiments à l'architecture ubuesques. La politique du logement social à Paris est par ailleurs inefficace contre la fuite des classes moyennes et des familles dans les communes de la petite couronne. L'État, en finançant en partie les logements sociaux, cautionne cette politique de l'unilatéralisme qui prive la démocratie de proximité représentée par les élus d'arrondissement d'expression sur le devenir de leur territoire. Il est nécessaire que l'État conditionne son financement au respect d'un plan cohérent de logement social. C'est pourquoi il souhaiterait que le Gouvernement suspende les mesures de financement des préemptions et mette en place une vraie politique du logement à l'échelle du grand Paris.

Données clés

Auteur : [M. Claude Goasguen](#)

Circonscription : Paris (14^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 74079

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Logement et urbanisme

Ministère attributaire : Égalité des territoires et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 mars 2010, page 2877

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)